DIAL 2564

AMÉRIQUE LATINE - Peuples indigènes : pour un changement réel

Blanca Chancoso

samedi 1er juin 2002, mis en ligne par Dial

Les revendications des peuples indigènes ne sont plus centrées sur les seuls besoins de survie : elles s'expriment désormais sous forme de propositions concernant l'ensemble de leurs droits humains ainsi que la réorganisation des sociétés dans lesquelles ils vivent. Tel est le point de vue développé dans cet article de Blanca Chancoso, Kichwa équatorien, membre du Conseil politique de la Confédération des peuples de nationalité kichwa d'Équateur (ECUARUNARI) et ancien dirigeant de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE). Ce texte est paru dans ALAI/America latina en movimiento*, 30 avril 2002.*

Après avoir été confrontés pendant plus de cinq siècles à une situation de discrimination, d'exploitation et d'oppression, et après une étape faite de plaintes, de pleurs et de réclamations pour obtenir des réponses à nos besoins, nous, peuples indigènes, sommes dans une nouvelle étape qui se caractérise non par des revendications mais par des propositions concrètes et directes, non seulement à un niveau local mais aussi national et international. Nous ne nous limitons plus à demander mais nous proposons, et nous ne le faisons plus par l'intermédiaire de tierces personnes mais comme des interlocuteurs directs des gouvernements et avec nos propres leaders, issus de nos propres communautés. La société a dû entendre les porte-paroles émanant directement du mouvement indigène.

Si, il y a encore quelques décennies, notre mouvement faisait ses revendications en référence aux besoins de base et aux thèmes en relation avec l'éducation et la culture, aujourd'hui nous avons élargi nos propositions et nos revendications à différents niveaux. Nous ne sommes plus uniquement concentrés sur la survie.

Aujourd'hui, le mouvement indigène fait des propositions au plan politique parce que nous réclamons un changement réel des structures économiques et politiques des États. À la fin du XXème siècle, nous avons présenté des revendications portant sur notre reconnaissance comme nationalités, comme peuples, sur les droits à la territorialité, à un environnement sain, à la libre détermination, à l'autogestion et à la reconnaissance d'un État plurinational, pluriculturel et multilingue. C'est ainsi que nous, peuples indigènes, exigeons actuellement notre reconnaissance comme nationalités et peuples et non seulement comme regroupement d'individus.

De même, nos propositions en référence à la terre et aux droits à la territorialité dépassent largement la conception étroite des " terres indigènes ", qui se réfère exclusivement à la propriété et à la maîtrise des terres de caractère économique et productif. Ce sentiment d'identité avec un territoire déterminé a sa source dans la connaissance et le patrimoine culturel, et aussi dans le contrôle, la gestion et l'entretien de ces terres. Nous ne parlons pas d'un droit de propriété basé sur des lois et des règles écrites mais sur une forme d'identité qui peut être héritée mais jamais vendue ou hypothéquée.

Ces revendications politiques, de même que la lutte pour les droits spécifiques des peuples indigènes

comme le droit à une éducation interculturelle et bilingue, nous en sommes venus à la mettre en œuvre selon deux stratégies : d'un côté, nous avons promu le dialogue direct avec les gouvernements et, d'un autre côté, nous avons lancé des actions concrètes pour exiger nos droits.

Si le mouvement indigène a beaucoup progressé ces dernières années, on le doit à l'effort que nous avons fait pour renforcer les alliances avec d'autres secteurs sociaux, indigènes et non indigènes, secteurs qui vivent des situations similaires de pauvreté et d'exclusion. Nous avons ainsi progressé peu à peu, franchissant un échelon après l'autre, avec beaucoup d'effort et de travail.

Sans vouloir méconnaître la diversité des luttes et des avancées de chacune des organisations indigènes du continent, je crois qu'il est important de souligner l'apport du mouvement indigène d'Équateur qui est peut-être l'un des plus organisés. Depuis 1988, la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE), a toujours soutenu comme l'une de ses principales revendications la nécessité de reconnaître un État plurinational, proposition qui implique que l'on débatte, avec l'ensemble de la société nationale, du système, des structures et de l'administration de l'État " démocratique ", qui est en réalité assez dictatorial.

Cette revendication signifie qu'il faut construire une nouvelle structure politico-administrative décentralisée, culturellement hétérogène et ouverte à la représentation spécifique et participative de toutes les nationalités indigènes et des secteurs sociaux, de ceux qui ont été marginalisés et exclus de la structure de l'État et du schéma de développement socio-économique en vigueur. En définitive, il s'agit d'une revendication dans laquelle on exige un pays fait de tous et fait pour tous et toutes, ce qui implique que soient repensés les concepts d'État, de développement et de citoyenneté.

Cependant, notre lutte et nos positions n'ont pas toujours été entendues. C'est pour cela que nous avons encore une série de défis pour l'avenir.

Toujours invisibles

De fait, nous, les peuples indigènes, nous n'avons toujours pas de visibilité dans le monde dans lequel nous vivons. Aujourd'hui, nous nous trouvons davantage appauvris, avec une forte migration vers les villes et même en dehors de nos pays d'origine, ce qui a souvent conduit à une désintégration des communautés et finalement des familles.

D'autre part, nous sommes affrontés à une situation de violence et de persécution. Tel est le cas du harcèlement permanent visant à achever l'expropriation des quelques espaces territoriaux qui nous restent encore, sous prétexte d'exploiter les mines, oubliant que nous faisons nous-mêmes partie de cette terre et que nous avons aussi des droits.

Dans le cas des droits des peuples indigènes dans le cadre des droits humains universels, voilà près de 20 ans que nous menons cette discussion et on ne reconnaît pas encore que nous, peuples indigènes, sommes des peuples au sens qu'a ce mot dans le cadre des droits internationaux : libre détermination, droit à la terre et au territoire, respect de notre culture et de notre langue. Les questions relatives aux droits collectifs sont encore moins reconnues.

J'ai parfois l'impression que nous sommes des " proies désirées ", mais ce n'est pas pour nous inclure, c'est pour nous éliminer. Pour cette raison, nous sommes prêts à faire avancer notre lutte pour la reconnaissance de notre identité et de nos droits, et parce que nous sommes opposés à ce qu'implique pour nous la mondialisation.

Nous considérons que la mondialisation est porteuse d'un projet d'intégration qui se manifeste dans des propositions comme celle de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA), c'est-à-dire l'intégration à travers le libre marché. Ceci représente une menace au droit à la différence, à la diversité, à la pluralité.

Le mouvement indigène a justement insisté, dans ses prises de position, sur la nécessité pour les gouvernements de reconnaître et de revendiquer la pluralité, parce que c'est la seule façon de vivre

ensemble sous le signe du respect mutuel. Reconnaître la diversité qui caractérise nos sociétés est l'unique manière de promouvoir la participation directe de tous les secteurs et, finalement, de conduire à une véritable démocratie. Nous recherchons l'unité dans la diversité, bien que nos propositions n'aient pas toujours été comprises.

Quelques rêves et défis

Parmi nos défis dans cette société globale, nous peuples indigènes avons des objectifs qui peuvent peut-être être considérés comme utopiques parce que nous cherchons à construire une société humaniste, solidaire, communautaire, véritablement démocratique, reconnaissant la pluralité. Pour atteindre tout cela, la route est longue devant nous.

Pour atteindre ces objectifs, nous croyons qu'il est important d'être plus solidaires, d'échanger nos expériences de lutte, de profiter des espaces internationaux pour présenter nos propositions et, surtout, unifier nos efforts avec d'autres groupes sociaux comme la population afro-américaine, les paysans, les femmes, les petits commerçants et autres secteurs qui, sans être nécessairement pauvres, sont conscients de la nécessité du changement.

Ainsi, par exemple, nous croyons qu'un des grands défis que nous avons devant nous est en relation avec le Plan Colombie, qui n'est pas seulement une affaire intérieure de la Colombie et qui n'a pas à voir uniquement avec la guérilla et le narcotrafic. Le Plan Colombie, du moins en Amérique du Sud, a à voir avec la défense de la souveraineté de nos pays, la dignité des peuples et notre vie à tous, et tout ceci en pensant à l'avenir et non pas seulement au présent.

Un autre défi consiste à unifier nos efforts contre la ZLEA et nous devons pour cela – et déjà nous le faisons – préparer une proposition conjointe pour l'avenir. Au cœur de la lutte contre la ZLEA il s'impose de veiller à la vie de nos peuples en défendant les marchés locaux et les formes de vie des petits producteurs, l'environnement et les ressources naturelles. En définitive, la lutte contre la ZLEA est un appel au droit à la différence, à la diversité et à la pluralité.

J'insiste sur le fait que nous ne pouvons pas mener seuls cette lutte. Le mouvement indigène, et aucun mouvement social contemporain, ne peut être exclusif mais doit renforcer les alliances et établir des consensus avec d'autres secteurs sociaux pour que nous qui avons été exclus nous nous transformions en une majorité et affrontions ainsi l'injustice.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2564.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI/America latina en movimiento, 30 avril 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.